

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

Qu'en est-il maintenant du gaz naturel? Là aussi, les prix ont doublé. Dans l'ouest du Canada, nous utilisons le gaz naturel pour nous chauffer de sorte que nos factures de chauffage ont doublé. Les prix du gaz naturel influent directement sur celui des engrais, qui a augmenté de \$25 à \$40 la tonne. La hausse aura atteint près de \$70 la tonne quand l'accord sur l'énergie aura pris fin, tout cela à cause de l'augmentation des prix du gaz naturel. Cette augmentation est constituée dans une proportion d'environ 75 à 80 p. 100 de nouvelles taxes fédérales.

C'est là que nous en sommes, monsieur l'Orateur. Le programme énergétique national ne profite à personne, pas plus aux travailleurs et aux propriétaires de l'industrie du pétrole qu'aux consommateurs. C'est une catastrophe monumentale, un échec lamentable et surtout un cauchemar bureaucratique, comme l'a rappelé mon collègue de Calgary-Centre (M. Andre) dans son premier discours. Le fait est que les règlements, la multitude de formulaires et les imposants pouvoirs discrétionnaires que l'on accorde aux bureaucrates pour appliquer ce programme en feront un véritable cauchemar et une source constante de confusion et de mécontentement profond.

Ce projet de loi a été proposé par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). Il l'a décrit comme le summum de toutes les mesures visant à la canadienisation. Selon lui, c'est l'étape finale de la réalisation de tous les projets que les Canadiens ont approuvé à l'unanimité au cours de la campagne électorale de 1980 et qu'ils continuent encore à appuyer.

Dans ces conditions, monsieur l'Orateur, comment se fait-il que nous connaissions un tel exode de personnes, de matériel, de machines et de capitaux? Pourquoi les faillites, les saisies, les fermetures d'entreprises, la disparition des emplois? Pourquoi y a-t-il un tel mécontentement, une telle désaffection dans l'Ouest? Parce qu'on s'aperçoit que le programme énergétique national est une attaque directe contre les richesses naturelles de l'Ouest. Il n'atteint pas l'objectif visé. Il détruit une industrie énergétique canadienne rentable qui, à une époque, était objet de fierté.

Ce méli-mélo, ce cauchemar bureaucratique qu'appuie le NPD va continuer à mécontenter et à détruire jusqu'à ce qu'on le retire ou qu'on le modifie fondamentalement. Il faut espérer que, grâce au bon sens et au bon jugement de tous les Canadiens, nous n'aurons à attendre des élections un an ou 18 mois. Je suis sûr que l'ingéniosité et l'esprit d'entreprise des Canadiens de l'Ouest réussiront à survivre jusqu'à ce que nous puissions virer cette bande et l'autre là-bas, ce croupion libéral. Si nous pouvons nous en débarrasser en même temps, nous pourrions nous mettre au travail afin de bâtir un Canada fondé sur l'égalité des chances. Nous voulons un pays, un Canada, où toutes les régions, tous les citoyens sont traités, gouvernés de manière égale et équitable, d'un bout à l'autre du pays, plutôt qu'attachés à une extrémité et favorisés à l'autre. Si nous parvenons à survivre d'ici que ces changements se réalisent—ce que nous pouvons sûrement faire—l'avenir nous promet des jours meilleurs.

• (1630)

Mais pour l'instant nous n'avons pas le choix: nous devons condamner cette mesure à cause de ce que le gouvernement a fait dans le passé. Il n'y a pas d'espoir que le ministre change et qu'il reconnaisse s'être trompé dans ce qu'il en attendait. Le

gouvernement est tout simplement résolu à s'engager plus avant dans une voie qui ne nous a causé que des déboires et tout ce que nous pouvons faire c'est répéter, au nom de nos commettants et des membres de l'industrie pétrolière que cette mesure est une erreur. Nous gardons l'espoir d'un avenir meilleur car, à vrai dire, la situation ne saurait guère se détériorer davantage.

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur l'Orateur, je suis contre le bill C-104 principalement parce qu'il accorderait tout à fait inutilement quelque 6 milliards et demi de dollars à des gens au Canada et ailleurs qui en ont le moins besoin et qui en profiteront le moins. Le projet pour les cinq prochaines années est de donner 6 milliards et demi de dollars aux sociétés pétrolières privées qui ont déjà beaucoup trop reçu de subventions payées par les travailleurs canadiens. Je songe ici en particulier aux contribuables de Spadina. Il n'y a pas de puits de pétrole à Spadina, mais il y a certes des endroits où les sociétés pétrolières gagnent de l'argent. Elles le font aux dépens des milliers de travailleurs de Spadina et du reste du pays, car ce sont eux qui subventionnent les sociétés pétrolières.

Depuis des années, les sociétés pétrolières escroquent le public. L'orateur précédent déplore qu'on accuse ces sociétés d'extorsions, mais il a été établi par la Commission Bertrand qu'elles avaient bel et bien soutiré 12 milliards de dollars à la population canadienne en tripotant le prix des produits pétroliers.

M. Parker: Les conservateurs trouvent cela tout à fait normal.

M. Heap: Évidemment. Les conservateurs n'y voient pas plus d'objections que les libéraux. Depuis près de 15 ans, les sociétés pétrolières ont extorqué aux Canadiens au moins 12 milliards de dollars et si l'on en croit le rapport de la commission d'enquête Bertrand, elles continueraient à le faire. Ce sont ces mêmes sociétés pétrolières auxquelles le gouvernement nous demande maintenant de confier encore 6.5 milliards de dollars. Ce sont ces mêmes sociétés pétrolières qui de 1973 à 1980 ont porté leurs avoirs de 14.5 à 54.5 milliards de dollars. Bien que leur actif ait quadruplé en sept ans, elles continuent à se plaindre que c'est insuffisant.

Même si les députés qui prennent place à l'extrême droite de la Chambre continuent à gémir, les chiffres démontrent que ce secteur, grâce aux prix et à la politique fiscale du gouvernement, dispose des liquidités dont il a besoin pour financer ses activités. Ce qui signifie que ce sont les consommateurs de pétrole et les contribuables canadiens qui ont financé à peu près tous les développements du secteur. Ils l'ont encore fait l'année dernière. Au cours du premier semestre de 1981, quelques sociétés pétrolières ont payé 5 milliards de dollars pour faire l'acquisition de plusieurs autres sociétés pétrolières. Et encore il ne s'agit que d'un seul semestre. Après cela, environ 70 p. 100 du secteur énergétique appartenait encore à des intérêts étrangers et 70 p. 100 était encore contrôlé par des intérêts étrangers. Voilà qui en dit long sur le programme de canadienisation du gouvernement.